

**INSTITUTION ADOUR**

\*\*\*\*\*

Extrait du registre des délibérations  
de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour

\*\*\*\*\*

**Séance du 15 septembre 2022**  
(Convocation du 08 septembre 2022)

Aujourd'hui, le 15 septembre 2022 à 11h30, le bureau dûment convoqué s'est réuni salle Henri Lavielle à l'Hôtel du Département des Landes, sous la présidence de M. Paul Carrère, Président

<b>Conseillers en exercice</b>	
• Nombre	8
• Voix	8
<b>Présents</b>	
• Nombre	4
• Voix	4
<b>Pouvoirs</b>	
• Nombre	0
• Voix	0
Majorité simple selon article 14.2 des statuts	

<b>Suffrages exprimés</b>		
Pour		
• Nombre	4	
• Voix	4	
Contre		
• Nombre	0	
• Voix	0	
Abstention		
• Nombre	0	
• Voix	0	

Étaient présents :

Mme Dominique Degos, Mme Céline Salles, M. Paul Carrère, M. Bernard Verdier

Étaient excusés :

M. Thierry Carrère, M. Gérard Castet, M. Charles Pelanne, M. Bernard Poublan

Secrétaire de séance : Mme Dominique Degos, Membre



**OBJET : Conventions - Direction générale des services techniques - Convention avec la société Dragages du Pont de Lescar relative aux ouvrages de protection de berge du gave de Pau établis sur les communes de Baudreix, Bourdettes et Mirepeix**

**Exposé des motifs :**

L'opération d'aménagement hydraulique du gave de Pau au droit de la zone de Baudreix et Bourdettes a été réalisée en 1989 sous maîtrise d'ouvrage de l'Institution Adour, alors dénommée Institution interdépartementale pour l'aménagement hydraulique du bassin de l'Adour (IIAHBA) a été réalisée en 1989.

Cette opération, dimensionnée au moyen de plusieurs études et de concertation avec les acteurs locaux, avait pour objectifs principaux de :

- stabiliser le lit du gave de Pau, affecté d'érosion régressive suite à l'extraction de granulats,
- permettre la poursuite de l'activité d'extraction (implantation d'un nouveau site d'extraction de granulats en rive droite et sécurisation du site existant en rive droite),

Parmi les ouvrages dimensionnés dans ce cadre (cf. annexe 2 - pièce B.3.1.a du dossier d'enquête publique - note technique établie par le bureau d'études SOGREAH pour le compte de l'IIAHBA), figurent les ouvrages suivants :

- l'ouvrage E : seuil de stabilisation du lit et digues d'entonnement associées, prise d'eau et canal de Baniou, dérivation du lit du gave,
- l'ouvrage F1 : protection du bassin d'extraction au moyen d'un perré en enrochements en rive droite du gave sur une longueur de 470 m soit un volume total de 5 200 m<sup>3</sup>,
- l'ouvrage E1 : protection du méandre de Bourdettes au moyen d'un perré en enrochements en rive gauche sur une longueur de 230 mètres (y compris un ancrage en berge de 40 mètres) soit un volume total de 1 500 m<sup>3</sup>.

Le projet d'aménagement a fait l'objet des autorisations préfectorales suivantes :

- arrêté en date du 26 mars 1987 déclarant l'utilité publique du projet,
- arrêté en date du 9 mai 1989 autorisant la réalisation des travaux.

La société des Dragages du Pont de Lescar (DPL) a racheté en 2016 les actifs du site au Groupe Lafarge France et exploite depuis cette date les installations de la gravière de Baudreix/Mirepeix. Les extractions en rive droite autorisées par AP du 06/04/2001 n'ayant pas été achevées, la société DPL a sollicité, dans sa demande d'autorisation environnementale déposée en préfecture le 13 juillet 2018, non seulement le renouvellement du site existant en rive droite (Baudreix-Mirepeix), mais également son extension en rive gauche du gave de Pau sur un nouveau périmètre situé sur les communes de Baudreix et Bourdettes.

Par arrêté préfectoral n°4565/2019/020 en date du 4 décembre 2019, la société Dragages du Pont de Lescar est autorisée à exploiter une carrière à ciel ouvert de matériaux alluvionnaires sur les communes de Baudreix, Bourdettes et Mirepeix sur une superficie totale de 332 050 m<sup>2</sup> dont 115 062 m<sup>2</sup> en renouvellement (site de Baudreix/Mirepeix en rive droite) et 216 988 m<sup>2</sup> en extension (site de Baudreix/Bourdettes en rive gauche). Dans l'article 2.1.2.5.1 relatif à la gestion des ouvrages de protection des rives du gave de Pau, il est précisé qu' « une convention entre le bénéficiaire de l'autorisation et le gestionnaire du seuil de Baudreix et des ouvrages de protection présents en amont du seuil au droit des installations objet du présent arrêté doit être établie avant le début de l'exploitation en rive gauche et transmise au préfet au plus tard sous 12 mois. Cette convention définit la responsabilité de chaque partie, pour la gestion des ouvrages de protection situés en amont du seuil de Baudreix au droit des plans d'eau rive droite et rive gauche du gave de Pau, jusqu'au réaménagement de ces plans d'eau. »

Par courrier du 6 janvier 2020 adressé au Président de la société DPL, la DREAL a identifié l'Institution Adour comme potentiel gestionnaire historique du seuil et des ouvrages de protection en amont sur les deux rives du gave de Pau.

Or il apparaît, à ce stade, que :

- par l'arrêté préfectoral en date du 9 mai 1989, l'Institution Adour est uniquement intervenue de façon ponctuelle en réalisant les ouvrages pour le compte de l'État,
- par arrêté préfectoral n° 64-2017-05-23-011 en date du 23 mai 2017 susvisé, l'Institution Adour a uniquement été autorisée à occuper le seuil de Baudreix.

*La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Pau dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de la réception par le représentant de l'État.*



Dans ces conditions, et sur initiative conjointe de l'Institution Adour, du SMBGP, de la Communauté de communes du Pays de Nay et du Département, qui ne sont pas en accord avec la position de l'État, une note a été transmise au Préfet des Pyrénées-Atlantiques par courrier du 13 octobre 2021, afin de clarifier les responsabilités respectives de tous les acteurs concernés sur le site (Institution Adour, SMBGP, société DPL, État).

À la suite de nouvelles crues survenues sur le gave de Pau en décembre 2021 et janvier 2022, une réunion a été organisée par la Préfecture le 25 février 2022, en présence de l'Institution Adour, du conseil départemental, du SMBGP, de la commune de Mirepeix, de la commune de Baudreix, de la société DPL, de la DREAL et de la DDTM.

Par courrier du 24 mars 2022, la DDTM a de nouveau indiqué que l'Institution Adour serait gestionnaire historique du seuil et des ouvrages de protection en amont sur les deux rives du gave de Pau, et devrait donc, à ce titre, assumer les obligations afférentes.

La présente convention, qui sera transmise au Préfet des Pyrénées-Atlantiques après signature conjointe des deux parties, a ainsi pour vocation de répondre à la prescription posée par l'article 2.1.2.5.1 de l'arrêté préfectoral n°4565/2019/020 en date du 4 décembre 2019 susvisé sans qu'elle ne constitue une reconnaissance du caractère de gestionnaire de l'Institution Adour. À cet égard, afin d'identifier le gestionnaire, le Préfet, en lien avec l'Institution Adour, s'engage à saisir le Tribunal administratif de Pau afin d'obtenir son avis.

Il convient de relever qu'au regard de l'antériorité des dégâts rencontrés par le site, le SMBGP va en parallèle lancer une étude technique portant sur la consistance et la pérennité de l'ouvrage existant implanté en rive droite (F1) afin d'en connaître au mieux l'état réel.

Ainsi, les responsabilités et financements respectifs des parties à la présente convention pourront évoluer, d'un commun accord, en fonction :

- de l'avis à venir du Tribunal administratif de Pau, sur saisine dans les meilleurs délais du Préfet, en application des articles L. 212-1 et R. 212-1 du code de justice administrative ;
- et des résultats de l'étude en cours sur la consistance et la pérennité de l'ouvrage existant implanté en rive droite (F1).

Il convient par ailleurs de préciser que l'ouvrage E n'est pas concerné par la présente mise à disposition, car non intégré dans les ouvrages identifiés par l'arrêté préfectoral de 2019.

Vu les autorisations délivrées à l'Institution Adour par arrêtés préfectoraux en dates des 26 mars 1987 (déclaration d'utilité publique) et 9 mai 1989 (autorisant de réaliser les travaux), pour les ouvrages tels que dimensionnés au moyen des deux études n°361488 de juillet 1981 réalisée par SOGREAH pour le compte de l'EPTB dans le cadre de l'aménagement hydraulique de la zone Nay - Boeil - Bezing et n°46 0633 R2 de novembre 1985 réalisée par SOGREAH pour le compte de l'EPTB dans le cadre de l'aménagement hydraulique de la zone Nay - Boeil - Bezing et relatif à la protection de Baudreix et Bourdettes

Vu l'arrêté préfectoral n°4565/2019/020 en date du 4 décembre 2019 autorisant la société Dragages du Pont de Lescar à exploiter une carrière à ciel ouvert de matériaux alluvionnaires sur les communes de Baudreix, Bourdettes et Mirepeix, et prescrivant dans son article 2.1.2.5.1 qu'une convention doit être établie entre le bénéficiaire de l'autorisation et le gestionnaire du seuil de Baudreix et des ouvrages de protection en amont du seuil pour définir la responsabilité de chaque partie dans la gestion des ouvrages de protection situés en amont du seuil de Baudreix au droit des plans d'eau rive droite et rive gauche du gave de Pau, jusqu'au réaménagement de ces plans d'eau, Considérant la demande en date du 2 octobre 2019 adressée par la société Dragages du Pont de Lescar à l'Institution Adour sollicitant l'établissement d'une convention visant à définir pour toute la durée des autorisations administratives liées à l'exploitation des sites d'extraction de Baudreix, Bourdettes et Mirepeix, les conditions de surveillance et d'entretien des ouvrages de protection implantés en amont du seuil de Baudreix,

Considérant que par arrêté préfectoral n°4565/2019/020 en date du 4 décembre 2019 susvisé, la société Dragages du Pont de Lescar a été autorisée à exploiter le site, avec l'obligation de conclure une convention avec le gestionnaire du seuil de Baudreix et des ouvrages de protection en amont, Considérant que le Préfet des Pyrénées-Atlantiques, par courrier de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et de du Logement (DREAL) Région Nouvelle-Aquitaine du 6 janvier 2020, puis par courrier de la Direction Départementale des Territoriales et de la Mer (DDTM) du 24 mars 2022, a identifié l'Institution Adour comme potentiel gestionnaire historique du seuil et des ouvrages de protection en amont sur les deux rives du gave de Pau,



Considérant toutefois que depuis la mise en œuvre de la nouvelle compétence GEMAPI, compétence exclusive affectée aux établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre depuis le 1er janvier 2018 et aujourd'hui assurée par le SMBGP, l'Institution Adour ne dispose pas de la compétence lui permettant d'intervenir en la matière sur le bassin versant du gave de Pau béarnais, dans la mesure où cette compétence ne lui a pas été déléguée ni transférée,

Considérant que les deux ouvrages E1 et F1 ne sont à ce jour pas reconnus comme systèmes d'endiguement ni aménagement hydrauliques, ceux-ci ne relèvent pas du champ de la compétence GEMAPI,

Considérant en outre que par l'arrêté préfectoral en date du 9 mai 1989 susvisé, l'Institution Adour est uniquement intervenue de façon ponctuelle en réalisant les ouvrages pour le compte de l'État,

Considérant enfin que par arrêté préfectoral n°64-2017-05-23-011 en date du 23 mai 2017 susvisé, l'Institution Adour a uniquement été autorisée à occuper le seuil de Baudreix,

Considérant néanmoins l'obligation de conventionnement mise à la charge de la société Dragages du Pont de Lescar d'une part, et la nécessité de sécuriser les interventions des différents acteurs concernés sur le site d'autre part,

Considérant le projet de convention tel que présenté,

## LE BUREAU

En l'absence d'observations,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité

## DECIDE

### Article 1

- d'approuver les termes du projet de convention à intervenir avec la société Dragages du Pont de Lescar relative aux ouvrages de protection de berge du gave de Pau établis sur les communes de Baudreix, Bourdettes et Mirepeix, tel qu'annexé,
- d'autoriser le président à signer cette convention,
- d'autoriser le président à signer les documents et à prendre toutes décisions relatives à leur exécution.

### Article 2

Monsieur le président est chargé de l'exécution de la présente délibération

Fait et délibéré le 15 septembre 2022 à Mont-de-Marsan,

Le Président,

Paul CARRÈRE



**INSTITUTION ADOUR**  
Etablissement Public Territorial de Bassin  
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques



**DRAGAGES  
DU PONT  
DE LESCAR**



## CONVENTION

**Convention relative aux ouvrages de protection de berge du  
gave de Pau établis sur les communes de Baudreix, Bourdettes  
et Mirepeix**

## Entre

**L’Institution Adour**, syndicat mixte ouvert, établissement public territorial du bassin de l’Adour, représentée par son président Paul CARRÈRE, dûment autorisé à signer le présent contrat par décision n°2022\_B\_59 en date du 15 septembre 2022, dont le siège est situé au 38 rue Victor Hugo - 40025 MONT-DE-MARSAN CEDEX, identifié sous le numéro SIREN 254 002 264,

**ci-après dénommée : l’EPTB**

## Et

**La société Dragage du Pont de Lescar**, entreprise, représentée par son Président, Monsieur Jacques DANIEL, dûment habilité à l’effet des présentes, dont le siège est situé à avenue du Vert-Galant 64238 LESCAR, identifié sous le numéro SIREN 095 782 223, code APE 0812Z,

**ci-après dénommée : l’Entreprise,**

Vu le code de justice administrative, et notamment ses articles L. 212-1 et R. 212-1,

Vu les autorisations délivrées à l’Institution Adour par arrêtés préfectoraux en dates des 26 mars 1987 (déclaration d’utilité publique) et 9 mai 1989 (autorisant de réaliser les travaux), pour les ouvrages tels que dimensionnés au moyen des deux études n°361488 de juillet 1981 réalisée par SOGREAH pour le compte de l’EPTB dans le cadre de l’aménagement hydraulique de la zone Nay - Boeil - Bezing et n°46 0633 R2 de novembre 1985 réalisée par SOGREAH pour le compte de l’EPTB dans le cadre de l’aménagement hydraulique de la zone Nay - Boeil - Bezing et relatif à la protection de Baudreix et Bourdettes

Vu l’arrêté du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières, et notamment son article 11.2 II,

Vu le schéma départemental des carrières des Pyrénées-Atlantiques approuvé par arrêté préfectoral en date du 12 avril 2002, et notamment son paragraphe 7.2.10.3.3,

Vu la loi n° 2014-58 en date du 27 janvier 2014 de Modernisation de l’Action Publique Territoriale et d’Affirmation des Métropoles (MAPTAM), modifiée par la loi n° 2015-991 en date du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe), introduisant la compétence Gestion des Milieux Aquatiques et Prévention des Inondations (GEMAPI) et prévoyant le transfert obligatoire de celle-ci aux établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre au 1<sup>er</sup> janvier 2018,

Vu l’arrêté préfectoral n° 4565/2019/020 en date du 4 décembre 2019 autorisant la société Dragages du Pont de Lescar à exploiter une carrière à ciel ouvert de matériaux alluvionnaires sur les communes de Baudreix, Bourdettes et Mirepeix, et prescrivant dans son article 2.1.2.5.1 qu’une convention doit être établie entre le bénéficiaire de l’autorisation et le gestionnaire du seuil de Baudreix et des ouvrages de protection en amont du seuil pour définir la responsabilité de chaque partie dans la gestion des ouvrages de protection situés en amont du seuil de Baudreix au droit des plans d’eau rive droite et rive gauche du gave de Pau, jusqu’au réaménagement de ces plans d’eau,

Vu les statuts actuels du Syndicat Mixte du Bassin du Gave de Pau (SMBGP),

Considérant la demande en date du 2 octobre 2019 adressée par la société Dragages du Pont de Lescar à l’Institution Adour sollicitant l’établissement d’une convention visant à définir pour toute la durée des autorisations administratives liées à l’exploitation des sites d’extraction de Baudreix, Bourdettes et Mirepeix, les conditions de surveillance et d’entretien des ouvrages de protection implantés en amont du seuil de Baudreix,



Considérant que par arrêté préfectoral n°4565/2019/020 en date du 4 décembre 2019 susvisé, la société Dragages du Pont de Lescar a été autorisée à exploiter le site, avec l'obligation de conclure une convention avec le gestionnaire du seuil de Baudreix et des ouvrages de protection en amont,

Considérant que le Préfet des Pyrénées-Atlantiques, par courrier de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et de du Logement (DREAL) Région Nouvelle-Aquitaine du 6 janvier 2020, puis par courrier de la Direction Départementale des Territoriales et de la Mer (DDTM) du 24 mars 2022, a identifié l'Institution Adour comme potentiel gestionnaire historique du seuil et des ouvrages de protection en amont sur les deux rives du gave de Pau,

Considérant toutefois que depuis la mise en œuvre de la nouvelle compétence GEMAPI, compétence exclusive affectée aux établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018 et aujourd'hui assurée par le SMBGP, l'Institution Adour ne dispose pas de la compétence lui permettant d'intervenir en la matière sur le bassin versant du gave de Pau béarnais, dans la mesure où cette compétence ne lui a pas été déléguée ni transférée,

Considérant que les deux ouvrages E1 et F1 tels que définis ci-après à l'article 1 ne sont à ce jour pas reconnus comme systèmes d'endiguement ni aménagement hydrauliques, ceux-ci ne relèvent pas du champ de la compétence GEMAPI,

Considérant en outre que par l'arrêté préfectoral en date du 9 mai 1989 susvisé, l'Institution Adour est uniquement intervenue de façon ponctuelle en réalisant les ouvrages pour le compte de l'État,

Considérant enfin que par arrêté préfectoral n°64-2017-05-23-011 en date du 23 mai 2017 susvisé, l'Institution Adour a uniquement été autorisée à occuper le seuil de Baudreix,

Considérant néanmoins l'obligation de conventionnement mise à la charge de la société Dragages du Pont de Lescar d'une part, et la nécessité de sécuriser les interventions des différents acteurs concernés sur le site d'autre part,

**Les Parties ont convenu de ce qui suit :**



## Préambule

L'opération d'aménagement hydraulique du gave de Pau au droit de la zone de Baudreix et Bourdettes a été réalisée en 1989 sous maîtrise d'ouvrage de l'Institution Adour, alors dénommée Institution interdépartementale pour l'aménagement hydraulique du bassin de l'Adour (IIAHBA) a été réalisée en 1989.

Cette opération, dimensionnée au moyen de plusieurs études et de concertation avec les acteurs locaux, avait pour objectifs principaux de :

- stabiliser le lit du gave de Pau, affecté d'érosion régressive suite à l'extraction de granulats,
- permettre la poursuite de l'activité d'extraction (implantation d'un nouveau site d'extraction de granulats en rive droite et sécurisation du site existant en rive droite),

Parmi les ouvrages dimensionnés dans ce cadre (cf. annexe 2 - pièce B.3.1.a du dossier d'enquête publique - note technique établie par le bureau d'études SOGREAH pour le compte de l'IIAHBA), figurent les ouvrages suivants :

- l'ouvrage E : seuil de stabilisation du lit et digues d'entonnement associées, prise d'eau et canal de Baniou, dérivation du lit du gave,
- l'ouvrage F1 : protection du bassin d'extraction au moyen d'un perré en enrochements en rive droite du gave sur une longueur de 470 m soit un volume total de 5 200 m<sup>3</sup>,
- l'ouvrage E1 : protection du méandre de Bourdettes au moyen d'un perré en enrochements en rive gauche sur une longueur de 230 mètres (y compris un ancrage en berge de 40 mètres) soit un volume total de 1 500 m<sup>3</sup>.

Le projet d'aménagement a fait l'objet des autorisations préfectorales suivantes :

- arrêté en date du 26 mars 1987 déclarant l'utilité publique du projet,
- arrêté en date du 9 mai 1989 autorisant la réalisation des travaux.

La société des Dragages du Pont de Lescar (DPL) a racheté en 2016 les actifs du site au Groupe Lafarge France et exploite depuis cette date les installations de la gravière de Baudreix/Mirepeix. Les extractions en rive droite autorisées par AP du 06/04/2001 n'ayant pas été achevées, la société DPL a sollicité, dans sa demande d'autorisation environnementale déposée en préfecture le 13 juillet 2018, non seulement le renouvellement du site existant en rive droite (Baudreix-Mirepeix), mais également son extension en rive gauche du gave de Pau sur un nouveau périmètre situé sur les communes de Baudreix et Bourdettes.

Par arrêté préfectoral n° 4565/2019/020 en date du 4 décembre 2019, la société Dragages du Pont de Lescar est autorisée à exploiter une carrière à ciel ouvert de matériaux alluvionnaires sur les communes de Baudreix, Bourdettes et Mirepeix sur une superficie totale de 332 050 m<sup>2</sup> dont 115 062 m<sup>2</sup> en renouvellement (site de Baudreix/Mirepeix en rive droite) et 216 988 m<sup>2</sup> en extension (site de Baudreix/Bourdettes en rive gauche). Dans l'article 2.1.2.5.1 relatif à la gestion des ouvrages de protection des rives du gave de Pau, il est précisé qu'« une convention entre le bénéficiaire de l'autorisation et le gestionnaire du seuil de Baudreix et des ouvrages de protection présents en amont du seuil au droit des installations objet du présent arrêté doit être établie avant le début de l'exploitation en rive gauche et transmise au préfet au plus tard sous 12 mois. Cette convention définit la responsabilité de chaque partie, pour la gestion des ouvrages de protection situés en amont du seuil de Baudreix au droit des plans d'eau rive droite et rive gauche du gave de Pau, jusqu'au réaménagement de ces plans d'eau. »

Par courrier du 6 janvier 2020 adressé au Président de la société DPL, la DREAL a identifié l'Institution Adour comme potentiel gestionnaire historique du seuil et des ouvrages de protection en amont sur les deux rives du gave de Pau.

Or il apparaît, à ce stade, que :

- par l'arrêté préfectoral en date du 9 mai 1989 susvisé, l'Institution Adour est uniquement intervenue de façon ponctuelle en réalisant les ouvrages pour le compte de l'État,
- par arrêté préfectoral n° 64-2017-05-23-011 en date du 23 mai 2017 susvisé, l'Institution Adour a uniquement été autorisée à occuper le seuil de Baudreix.





Dans ces conditions, et sur initiative conjointe de l'Institution Adour, du SMBGP, de la Communauté de communes du Pays de Nay et du Département, qui ne sont pas en accord avec la position de l'État, une note a été transmise au Préfet des Pyrénées-Atlantiques par courrier du 13 octobre 2021, afin de clarifier les responsabilités respectives de tous les acteurs concernés sur le site (Institution Adour, SMBGP, société DPL, État).

À la suite de nouvelles crues survenues sur le gave de Pau en décembre 2021 et janvier 2022, une réunion a été organisée par la Préfecture le 25 février 2022, en présence de l'Institution Adour, du conseil départemental, du SMBGP, de la commune de Mirepeix, de la commune de Baudreix, de la société DPL, de la DREAL et de la DDTM.

Par courrier du 24 mars 2022, la DDTM a de nouveau indiqué que l'Institution Adour serait gestionnaire historique du seuil et des ouvrages de protection en amont sur les deux rives du gave de Pau, et devrait donc, à ce titre, assumer les obligations afférentes.

La présente convention, qui sera transmise au Préfet des Pyrénées-Atlantiques après signature conjointe des deux parties, a ainsi pour vocation de répondre à la prescription posée par l'article 2.1.2.5.1 de l'arrêté préfectoral n°4565/2019/020 en date du 4 décembre 2019 susvisé sans qu'elle ne constitue une reconnaissance du caractère de gestionnaire de l'Institution Adour. À cet égard, afin d'identifier le gestionnaire, le Préfet, en lien avec l'Institution Adour, s'engage à saisir le Tribunal administratif de Pau afin d'obtenir son avis.

Il convient de relever qu'au regard de l'antériorité des dégâts rencontrés par le site, le SMBGP va en parallèle lancer une étude technique portant sur la consistance et la pérennité de l'ouvrage existant implanté en rive droite (F1) afin d'en connaître au mieux l'état réel.

Ainsi, les responsabilités et financements respectifs des parties à la présente convention pourront évoluer, d'un commun accord, en fonction :

- de l'avis à venir du Tribunal administratif de Pau, sur saisine dans les meilleurs délais du Préfet, en application des articles L. 212-1 et R. 212-1 du code de justice administrative ;
- et des résultats de l'étude en cours sur la consistance et la pérennité de l'ouvrage existant implanté en rive droite (F1).

Il convient par ailleurs de préciser que l'ouvrage E n'est pas concerné par la présente mise à disposition, car non intégré dans les ouvrages identifiés par l'arrêté préfectoral de 2019.

## **Article 1. Identification des ouvrages objets de la présente convention**

La présente convention porte sur les ouvrages suivants, dont la carte de localisation et les caractéristiques sont présentées en annexe, dûment autorisés par arrêté préfectoral date du 9 mai 1989 :

- Ouvrage F1 : protection du bassin d'extraction au moyen d'un perré en enrochements en rive droite du gave. Cet ouvrage, dimensionné pour protéger contre le risque de capture du plan d'eau, a été conçu pour résister aux érosions du fleuve et prémunir le plan d'eau de la submersion.
- Ouvrage E1 : protection du méandre de Bourdettes au moyen d'un perré en enrochements en rive gauche du gave. Cet ouvrage vise quant à lui à protéger les berges de l'érosion, sans objectif de lutte contre la submersion.

L'ouvrage E (seuil de stabilisation du lit et digues d'entonnement associées, prise d'eau et canal de Baniou, dérivation du lit du gave) n'est pas concerné par la mise à disposition.

Les ouvrages E1 et F1, réalisés à l'époque sous maîtrise d'ouvrage de l'EPTB, ont été dimensionnés pour le fonctionnement hydraulique et hydromorphologique du gave et la protection d'enjeux tels qu'ils existaient en 1989 et sont identifiés dans la note technique de 1985 et l'étude de 1981. Ces ouvrages ne constituent qu'une partie de la protection des zones mises en défens.

Les références cadastrales des parcelles sur lesquelles sont implantés les ouvrages ainsi que les propriétaires de ces parcelles sont les suivants :



Commune	Section	Numéro	Propriétaire
Mirepeix	B	908	Commune de Mirepeix
		909	Commune de Baudreix
		1286	Département des Pyrénées-Atlantiques
Bourdettes	A	1015	Commune de Bourdettes
		1020	Institution Adour
Baudreix	Non cadastré - Domaine public fluvial		État

## Article 2. Droit et obligations des parties

### Article 2.1 - Droits et obligations de l'EPTB

L'EPTB est et demeure propriétaire des ouvrages visés à l'article 1<sup>er</sup>, mais ne détient pas, pendant la durée de la mise à disposition à fin d'exécution de l'arrêté préfectoral de référence, les pouvoirs de gestion confiés à l'Entreprise en vertu des dispositions mentionnées à l'article 2.2 des présentes.

L'EPTB s'engage sur l'exactitude des informations communiquées pour la rédaction du présent procès-verbal et, en particulier, de l'annexe I relatif à l'inventaire détaillé ; elle s'engage également à fournir, à la date de la signature de la présente convention puis à tout moment utile passée cette date, toutes les informations dont elle dispose concernant les ouvrages identifiés à l'article 1<sup>er</sup>.

L'EPTB autorise, au titre de sa propriété foncière des parcelles sur lesquelles sont implantés tout ou partie des ouvrages, l'Entreprise à accéder et à intervenir sur les ouvrages.

Enfin, l'EPTB s'abstient de toute intervention sur les ouvrages visés à l'article 1<sup>er</sup> de la présente convention ainsi que de toute intervention ayant pour objet ou pour effet de limiter l'accès de l'Entreprise à ces ouvrages qui empêcherait cette dernière d'exercer ses droits et de mettre en œuvre ses obligations tels que définis à l'article 2.2 de la présente convention.

### Article 2.2 Droits et obligations de l'Entreprise

L'Entreprise, dans le cadre de l'exploitation du site d'extraction de granulats et de sa protection contre le risque de capture des plans d'eau par le gave, assume l'ensemble des obligations du gestionnaire au titre de la mise à disposition des biens visés à l'article 1<sup>er</sup>, en sus des obligations liées à la prévention des risques mises à sa charge par le titre 3 de l'arrêté préfectoral de référence. En outre, l'Entreprise possède tous les pouvoirs de gestion sur lesdits biens, et, le cas échéant, assure le renouvellement des biens mobiliers. Elle peut autoriser l'occupation des biens, en perçoit les fruits et produits et agit en justice en lieu et place de l'EPTB.

L'Entreprise doit en outre procéder à tous les travaux d'entretien, de reconstruction, de démolition, de surélévation ou d'addition de constructions propres à assurer le maintien de l'affectation des biens.

L'Entreprise constitue le gestionnaire des ouvrages et en est responsable pour toute la durée des autorisations qui lui ont été délivrées pour l'exploitation des sites d'extraction de matériaux implantés en rive droite et rive gauche du gave de Pau sur les communes de Baudreix, Bourdettes et Mirepeix.

L'Entreprise veille en particulier à diligenter toutes les opérations nécessaires visant à éviter tout risque de capture des plans d'eau sous sa responsabilité (plan d'eau de Baudreix/Mirepeix et plan d'eau de Bourdettes). À ce titre, l'Entreprise s'engage, au titre de sa responsabilité de gestionnaire, à mettre en œuvre l'ensemble des règles aptes à assurer l'efficacité, la sûreté et le maintien en bon état de fonctionnement des ouvrages visés à l'article 1<sup>er</sup>.

Dans le cadre des opérations de surveillance et d'entretien des ouvrages de protection visés à l'article 1<sup>er</sup>, l'Entreprise sollicitera les autorisations nécessaires auprès des propriétaires fonciers et de l'administration. Comme le stipule l'arrêté préfectoral en date du 6 décembre 2019 susvisé dans son article 3.6.1., un rapport annuel sur ces opérations de surveillance et d'entretien des ouvrages de protection sera établi et transmis également à l'Institution Adour dans les 3 mois suivant la date anniversaire de signature de la présente convention.

En outre, l'Entreprise ne devra pas entreprendre de travaux sur les ouvrages F1 et E1 susceptibles de porter atteinte à l'intégrité de l'ouvrage E. Si cette situation venait à se produire, quelle qu'en soit la raison, l'Entreprise aura à charge les travaux de remise en état de l'ouvrage E.



### Article 3. Dispositions financières

La mise à disposition des biens visés à l'article 1<sup>er</sup> de la présente convention a lieu à titre gratuit.

L'Entreprise prend à sa charge financière l'ensemble des frais et charges afférents à ses interventions telles que définies à l'article 2 de la présente convention.

### Article 4. Entrée en vigueur et durée de la convention

La présente convention prendra effet à la date de sa signature par les deux parties qui conviennent ainsi que celle-ci est conclue à titre provisoire, pour satisfaire à la prescription posée par l'article 2.1.2.5.1 de l'arrêté préfectoral n°4565/2019/020 en date du 4 décembre 2019 susvisé, et dans l'attente de chacun des deux éléments à venir suivants :

- l'avis du Tribunal administratif de Pau, sur saisine du Préfet, en application des articles L. 212-1 et R. 212-1 du code de justice administrative ;
- les résultats de l'étude en cours sur la consistance et la pérennité de l'ouvrage existant implanté en rive droite (F1).

Ces éléments à venir permettront de clarifier les rôles et interventions de l'ensemble des acteurs concernés sur le site et pourront, le cas échéant, faire évoluer les responsabilités et financements respectifs des parties à la présente convention qui fera dès lors l'objet d'un avenant de modification adopté dans les conditions de l'article 7.

La présente convention prend fin, en tout état de cause, en cas de désaffectation totale des biens visés à l'article 1<sup>er</sup> de la présente convention sur demande de l'Entreprise et au plus tard à l'échéance des autorisations qui ont été délivrées à l'Entreprise pour l'exploitation des sites d'extraction de matériaux implantés en rive droite et rive gauche du gave de Pau sur les communes de Baudreix, Bourdettes et Mirepeix. Les propriétaires fonciers reprendront alors l'ensemble de leurs droits et obligations sur les biens désaffectés.

### Article 5. Modifications ou réparations substantielles

L'EPTB met à disposition de l'Entreprise les ouvrages en l'état actuel constaté par les deux parties au moment de la signature de la présente convention.

Comme indiqué dans l'article 2 ci-dessus l'Entreprise aura à sa charge l'entretien régulier des ouvrages objets de la présente mise à disposition, ainsi que la réalisation des travaux exceptionnels de consolidation ou de reprise, en cas de crue importante et de dommage conséquent, voire de ruine des ouvrages.

Dans le cas où l'entreprise serait amenée à conduire, pendant la durée de l'exploitation, des travaux de modifications ou de réparations substantiels, au-delà du maintien en l'état, sur l'un ou l'autre des ouvrages concernés, il lui incomberait de solliciter les autorisations administratives requises auprès des services de l'État compétents, et d'en informer au préalable l'EPTB.

### Article 6. Évolution du périmètre de la convention en cours

En cas de désaffectation d'un ouvrage, l'ouvrage en cause sera retiré de la liste des biens visés par la présente convention.

L'article 1<sup>er</sup> des présentes et l'annexe seront ajustés en conséquence.

Cette évolution de périmètre sera constatée par la signature par les Parties de l'inventaire détaillé ajusté, qui remplace le précédent en annexe 1 de la présente convention.



## Article 7. Modification et résiliation

Tout projet de modification portant sur les dispositions doit faire l'objet d'un avenant à la convention, adopté dans les mêmes conditions que celles ayant présidé à la conclusion de la convention initiale.

La résiliation anticipée de la convention peut être demandée par l'une ou l'autre des parties, sous réserve d'un préavis de douze (12) mois à compter de la réception d'une lettre recommandée avec accusé de réception exposant les motifs de cette demande.

## Article 8. Contentieux

Les parties s'engagent à rechercher, en cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application de la convention, toute voie amiable de règlement avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle.

Sauf impossibilité juridique ou sauf urgence, les parties recourront en cas d'épuisement des voies internes de conciliation, à la mission de conciliation prévue par l'article L. 211-4 du Code de justice administrative.

Ce n'est qu'en cas d'échec de ces voies amiables de résolution que tout contentieux portant sur l'interprétation ou sur l'application de la présente convention devra être porté devant la juridiction compétente.

## Article 9. Dispositions terminales

La présente convention sera transmise en Préfecture et notifiée aux services concernés ainsi qu'aux trésoriers et aux assureurs respectifs des parties.

## Article 10. Annexe

Outre le présent texte, la convention comporte les annexes suivantes :

- Annexe 1 : Carte de localisation et inventaire détaillé des ouvrages visés à l'article 1<sup>er</sup> de la présente convention ;
- Annexe 2 : Pièce B.3.1.a du dossier d'enquête préalable à l'enquête publique relatif au réaménagement de la zone Nay - Boeil Bezing - secteur de Baudreix : note descriptive

Les Parties entendent, toutes deux, donner à l'inventaire annexé et dressé contradictoirement aux présentes la même valeur juridique que la présente convention.

Cette convention est établie en deux exemplaires originaux à destination de chacun des signataires.

Fait en deux exemplaires originaux,  
à Mont-de-Marsan, le

Pour l'EPTB

Pour l'Entreprise

Le Président de l'Institution Adour

Le Président de la société Dragages du Pont de Lescar

Paul CARRÈRE

Jacques DANIEL



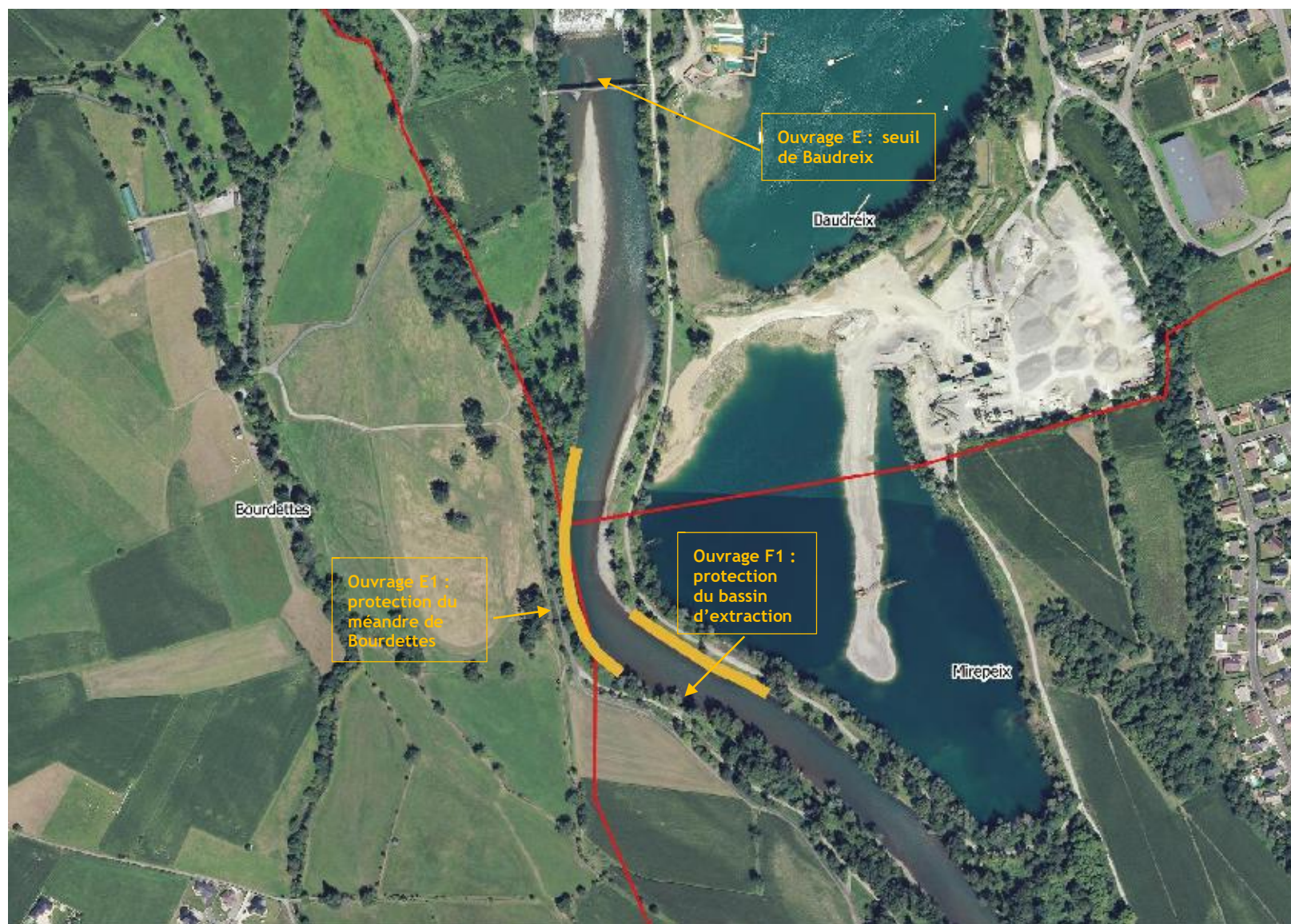
## Annexe 1

Inventaire détaillé des ouvrages visés à l'article 1<sup>er</sup> de la présente convention et carte de localisation

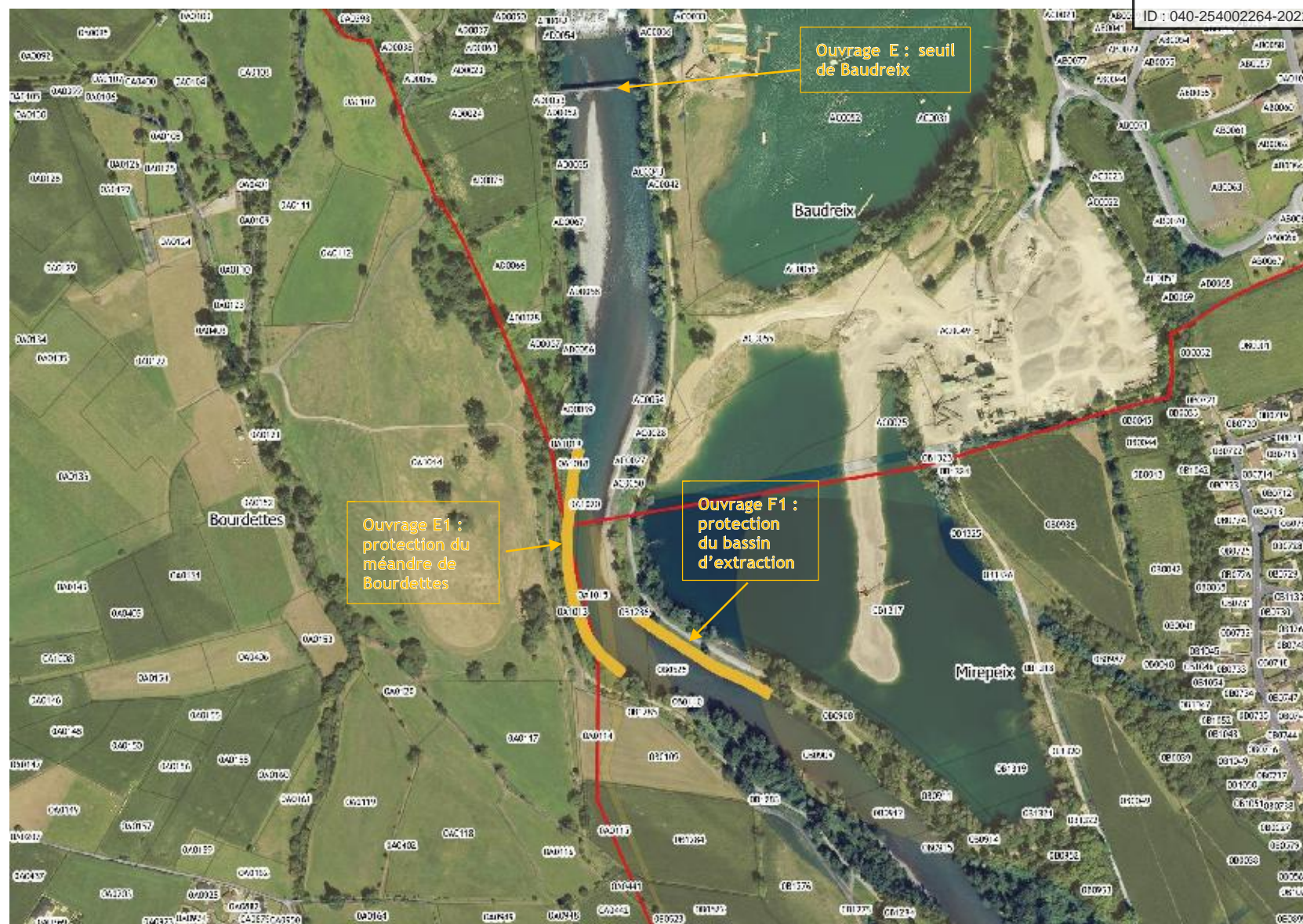
	Éléments mis à disposition	
Consistance du bien	Dénomination : protection du bassin d'extraction (ouvrage F1) Description : perré en enrochements. Localisation : rive droite du gave de Pau Longueur de l'ouvrage à sa création : 470 ml Volume d'enrochement à la création : 5 200 m <sup>3</sup>	Dénomination : protection du méandre de Bourdettes (ouvrage E1) Description : perré en enrochements. Localisation : rive gauche du gave de Pau Longueur de l'ouvrage à sa création : 230 ml (y compris un ancrage en berge de 40 mètres) Volume d'enrochement à la création : 1 500 m <sup>3</sup>
Situation juridique du bien	Autorisés par arrêtés préfectoraux en dates des 26 mars 1987 (déclaration d'utilité publique) et 9 mai 1989 (autorisant de réaliser les travaux)	
État du bien	Végétalisé et non stabilisé	Végétalisé
Évaluation de la remise en état du bien	À reprendre pour confortement	À dévégétaliser
Parcelles cadastrales concernées	Mirepeix : B908, B909, B1286 et domaine public fluvial Bourdettes : A1015, A 1020 et domaine public fluvial Baudreix : domaine public fluvial	
État d'amortissement du bien	Bien amorti	Bien amorti
Contentieux en cours afférents à ce bien	aucun	aucun
Travaux en cours de passation ou d'exécution afférents à ces biens (montants, natures et références des contrats)	Néant	Néant
État général dudit bien	Non pérenne	Pérenne
Éléments comptables	Sans objet	Sans objet
Contrats en cours	Sans objet	Sans objet
Informations supplémentaires	Néant	Néant
Études environnementales menées afférentes au bien	Étude n° 361488 de juillet 1981 réalisée par SOGREAH pour le compte de l'EPTB dans le cadre de l'aménagement hydraulique de la zone Nay - Boeil - Bezing Étude n° 46 0633 R2 de novembre 1985 réalisée par SOGREAH pour le compte de l'EPTB dans le cadre de l'aménagement hydraulique de la zone Nay - Boeil - Bezing et relatif à la protection de Baudreix et Bourdettes Étude n° 4 36 2006 de décembre 2018 réalisée par Artélia pour le compte de l'Entreprise dans le cadre de la demande d'autorisation de renouvellement et d'extension de la gravière de Baudreix	













## Annexe 2

### **Pièce B.3.1.a du dossier d'enquête préalable à l'enquête publique relatif au réaménagement de la zone Nay - Boeil Bezing - secteur de Baudreix : note descriptive**

---







INSTITUTION INTERDEPARTEMENTALE POUR  
L'AMENAGEMENT HYDRAULIQUE  
DU BASSIN DE L'ADOUR

--  
GAVE DE PAU  
--

REAMENAGEMENT HYDRAULIQUE  
DE LA  
ZONE NAY - BOEIL BEZING

--  
SECTEUR DE BAUDREIX



Direction de la Région

Vu, pour être annexé

arrêté de ce jour

PAU, le 6 MARS 1987

Le Commissaire

pour le Commissaire de la République,  
et par délégation,

Le Secrétaire Général,

Signé : Didier CHABROL

--  
Communes de : NAY-BOURDETTES NIREPEIX BAUDREIX

--  
DOSSIER D'ENQUETE PREALABLE A LA DECLARATION  
D'UTILITE PUBLIQUE

--  
DOSSIER TECHNIQUE

--  
SOLUTION DE BASE : SOLUTION A  
(AMENAGEMENT EN DERIVATION)

--  
NOTICE DESCRIPTIVE



**SOGREAH**  
Ingénieurs Conseils

Envoyé en préfecture le 15/09/2022

Reçu en préfecture le 15/09/2022



INSTITUTION INT ID : 040-254002264-20220915-220915H1675H1-DE  
POUR L'AMENAGEMENT HYDRAULIQUE  
DU BASSIN DE L'ADOUR

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT  
DES PYRENEES ATLANTIQUES

GAVE DE PAU

AMENAGEMENT HYDRAULIQUE DE LA ZONE :  
NAY-BOEIL-BEZING

PROTECTION DE BAUDPEIX ET BOURDETTES

Etude d'une variante de l'Avant-Projet Sommaire

N.B. : Des compléments et des précisions ont été apportés à cette étude par l'Institution maître d'ouvrage. Ils apparaissent en italique dans le texte.

46 0633-R2

NOVEMBRE 1985



## SOMMAIRE

OBJET DE LA NOTE.....	I
1 - DESCRIPTION DES OUVRAGES.....	1
1.1 Ouvrage E : dérivation du Gave et ouvrage de prise du canal de Baniou.....	1
1.2 Ouvrage F1 : protection du bassin d'extraction.....	3
1.3 Ouvrage E1 : protection du méandre de Bourdettes	
2 - ESTIMATION DES OUVRAGES.....	3

oOo



## OBJET DE LA NOTE

L'Institution a retenu, dans son programme 1985, la réalisation d'un aménagement permettant de stabiliser le gave de Pau dans le secteur de Sautreix et de Bourdettes.

L'étude de l'APS (rapport 36 1433 de Juillet 1981) avait défini les caractéristiques d'un aménagement comportant la rectification du lit du gave avec réalisation d'un seuil dans la boucle du gave au droit de la prise d'eau de Baniou.

Cette solution avec coupure de boucle fait l'objet dans la présente note d'un nouvel examen à la suite des demandes de modification de tracé présentées par les riverains.

Notons que la mise hors d'eau de la Zone Industrielle de Bourdettes n'est pas envisagée dans cette variante (il en était de même dans la variante présentée en Juin 1985).

*Le projet de la zone industrielle ayant été abandonné, la protection du terrain communal ne peut être maintenue au même niveau.*

*Il apparaît cependant indispensable de prévoir la défense de ce méandre contre les érosions de berge dans la courbe concave du méandre.*



## 1. DESCRIPTION DES OUVRAGES

Nous indiquerons dans ce paragraphe les modifications apportées aux ouvrages définis dans l'APS de 1981, qui comportaient les rubriques suivantes :

### - ouvrage D :

Protection de la zone industrielle de Bourdettes (protection de berge contre la divagation du gave et mise hors d'eau des terrains). Elle n'est pas maintenue sous cette forme mais la défense du méandre est assurée contre les érosions de berge par un perré longitudinal en enrochements dit : ouvrage E1.

### - ouvrage E :

Dérivation du gave et ouvrage de prise du canal de Baniou.

### - ouvrage F1 :

Protection du bassin d'extraction.

### - ouvrage F2 :

Rejet de la station d'épuration (inchangé).

## 1.1 OUVRAGE E : DERIVATION DU GAVE ET OUVRAGE DE PRISE DU CANAL DE BANIOU

### 1.1.1 Seuil n° 3

La structure du seuil proprement dit reste identique à celle définie dans le projet initial.

Pour tenir compte de la nouvelle implantation de l'ouvrage, la cote de crête sera de 236.50 NGF.

Le seuil prévu à l'aval de la dérivation a dû être reporté vers l'amont de 150 m environ afin d'éviter une implantation en pleine courbe trop délicate à exécuter et risquant de mettre en péril l'ouvrage lors des grandes crues.



Les protections amont et aval du seuil (à raison de 10.5 m<sup>3</sup>/m) sont modifiées comme suit :

- entonnement amont : protections de berges sur 340 m en rive droite et 440 m en rive gauche, soit 780 m au total (au lieu de 380 m dans le projet initial) ;
- protection aval de la rive droite concave sur 220 m dans le prolongement du bajoyer du seuil.

Le volume d'enrochements se décompose comme suit :

seuil proprement dit .....	8500 m <sup>3</sup>
protections initiales.....	4500 m <sup>3</sup>
protections supplémentaires....	6500 m <sup>3</sup>

soit 19500 m<sup>3</sup> (au lieu de 13000 m<sup>3</sup> dans la solution 1981).

Le volume de déblais est estimé à 9600 m<sup>3</sup> (au lieu de 9000 m<sup>3</sup>).

#### 1.1.2 Prise et canal de Baniou

La nouvelle implantation du canal et son allongement conduisent à une augmentation des déblais, soit un volume de 16000 m<sup>3</sup> (au lieu de 10000 m<sup>3</sup> dans la solution 1981).

#### 1.1.3 Dérivation du gave

La nouvelle implantation de la coupure de boucle entraîne une majoration du volume de déblais nécessaires qui seront de l'ordre de 250000 m<sup>3</sup>, au lieu de 240000 m<sup>3</sup> estimés dans la solution 1981 (volume commercialisable en majeure partie, donc non compté dans l'estimation des travaux).

#### 1.1.4 Digues d'entonnement

Les digues d'entonnement seront implantées en bordure du chenal dans la coupure de boucle afin de minimiser au maximum l'emprise de l'aménagement.

Sur la base d'une hauteur moyenne de 0.5 m et d'une longueur totale de 900 m, le volume de la digue sera de 3000 m<sup>3</sup> (au lieu de 6000 m<sup>3</sup> dans la solution 1981), les matériaux étant prélevés sur place.



## 1.2 OUVRAGE F : PROTECTION DU BASSIN D'EXTRACTION

La longueur du perré en enrochements en rive droite du gave sera de 470 m (au lieu de 700 m dans la solution 1901), soit un volume total de 5200 m<sup>3</sup> (au lieu de 7700 m<sup>3</sup>).

Le poste relatif à l'élargissement du lit en rive gauche est supprimé.

## 1.3 OUVRAGE E1 : PROTECTION DU MEANDRE DE BOURDETTES

La longueur du perré en enrochements en rive gauche sera de 230 m (y compris un ancrage en berge de 40 m) en prolongement de la protection de la digue d'entonnement rive gauche du seuil.

## 2. ESTIMATION DES OUVRAGES

L'avant-métré et l'estimation des ouvrages sont donnés dans le tableau suivant :



AVANT-METRE ZONE AMONT

Repère ouvrage	Fonction ouvrage	Définition travaux	Unité	Quantité	Prix unitaire	Prix partiel	Prix ouvrage
OUVRAGE E	Seuil de prise	Enrochements seuil Enrochements protections Déblais Remblais Divers et imprévus (15 %)	m3	8500	200	1700 000	
			m3	11000	180	1980 000	
			m3	9600	10	96 000	
			m3	5000	10	50 000	
						574 000	4400 000
OUVRAGE F1	Prise et canal de Baniou	Dalot Enrochements Canal déblais et mise en dépôt Imprévus et divers (15 %)	F m3	- 500	- 200	250 000 100 000	
			m3	10000	20	200 000	
						82 500	632 500
	Dérivation du Gave	Déblais du chenal	m3	250000	-	-	pour mémoire
	Digues d'entonnement du seuil	Remblai compacté	m3	6000	20	120 000	120 000
TOTAL OUVRAGE E							5152 500
OUVRAGE F2	Perré en enrochements	Enrochements Terrassements pour talutage Renforcement digue Imprévus (15 %)	m3	5200	180	936 000	
			m3	2800	20	56 000	
			m3	30000*	20	600 000	
OUVRAGE E1	Collecteur rejet station d'épuration	Fourniture et pose Ø 400 sur 600 m	m1	600	160	96 000	1831 000
							100 000
	Protection du méandre de BOURDETTE	Enrochements Terrassements talutage Imprévus 15 %	m3 m3	1500 1000	180 20	270 000 20 000 45 000	335 000





Le tableau suivant récapitule l'estimation des différents postes de travaux de la présente solution A. Les valeurs sont données premier semestre 1981 à titre de comparaison avec l'A.P.S. de juillet 1981 et actualisées au deuxième semestre 1985

		Prix des ouvrages (F) T.T.C.	
		Valeur premier semestre 1981	Valeur actualisée 2ème semestre 1985
E1	Protection du méandre de BOURDETTES rive gauche	350 000	490 000
E	Seuil de prise	4 400 000	6 160 000
	Prise d'eau du canal du Baniou	770 000	1 078 000
	Digues d'entonnement du seuil	60 000	84 000
F1	Protection du bassin d'extraction rive droite	1 831 000	2 563 400
F2	Rejet de la station d'épuration	100 000	140 000
	Opération de basculement du lit	300 000	420 000
TOTAL		7 811 000 T.T.C. 1981	10 935 400 T.T.C. 1985

N.B. : Le présent dossier étant un dossier technique d'enquête hydraulique, il n'y figure pas d'estimation pour les acquisitions foncières. Ces dernières feront l'objet ultérieurement d'une enquête parcellaire.



Le tableau suivant récapitule l'estimation des différ de la présente solution A. Les valeurs sont données premier semestre 1981 à titre de comparaison avec l'A.P.S. de juillet 1981 et actualisées au deuxième semestre 1985

		Prix des ouvrages (F) T.T.C.	
		Valeur premier semestre 1981	Valeur actualisée 2ème semestre 1985
E1	Protection du méandre de BOURDETTES rive gauche	350 000	490 000
E	Seuil de prise	4 400 000	6 160 000
	Prise d'eau du canal du Baniou	770 000	1 078 000
	Digues d'entonnement du seuil	60 000	84 000
F1	Protection du bassin d'extraction rive droite	1 831 000	2 563 400
F2	Rejet de la station d'épuration	100 000	140 000
	Opération de basculement du lit	300 000	420 000
TOTAL		7 811 000 T.T.C. 1981	10 935 400 T.T.C. 1985

N.B. : Les acquisitions foncières nécessaires, à la réalisation de ce projet, font l'objet du dossier d'enquête parcellaire.